

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXACOMPTA

138 quai de Jemmapes - BP 66
75010 Paris

Références : UD95 – 2026 - 99
Code AIOT : 0006512250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement EXACOMPTA implanté ZA de la Porte de Vémars 95470 Vémars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée de manière inopinée, pour vérifier l'état des matières stockées. Des points autres tels que le risque foudre, et les observations soulevées lors de l'inspection précédente (2022) ont été également abordés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXACOMPTA
- ZA de la Porte de Vémars 95470 Vémars
- Code AIOT : 0006512250
- Régime : Enregistrement

Exacompta exploite sur la commune de Vémars deux entrepôts logistiques (bâtiments 10 et 3). Le bâtiment 3, objet de l'inspection, est un entrepôt logistique pour le stockage des fournitures de la société et la préparation des commandes (magasins et vente aux sociétés et artisans) sur la

France et l'Europe. Le site fonctionne en 3 x 8 du lundi 6 h au vendredi à minuit et est fermé le week-end.

Les marchandises présentes sont des fournitures de bureaux (classeurs, portes vu, registres, fiches bristol, banettes de rangement...). Les produits sont majoritairement composés de papiers et de plastiques. L'entrepôt est composé de 5 cellules, d'une mezzanine en cellule 1. Les entrepôts de la société sont reliés par une passerelle où transitent certains produits.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- Stratégie de défense incendie
- Risque foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité au dossier	Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 1.3	Sans objet
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4, alinéa I	Sans objet
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Article 23	Sans objet
4	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 7.6.3 modifié	Sans objet
5	Foudre - Mise à disposition IIC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Sans objet
6	ARF	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
7	Etude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
8	Foudre : vérifications	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Une observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de l'inspection, aucune non-conformité n'a été relevée. Une observation a été annotée dans le cadre du risque foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier

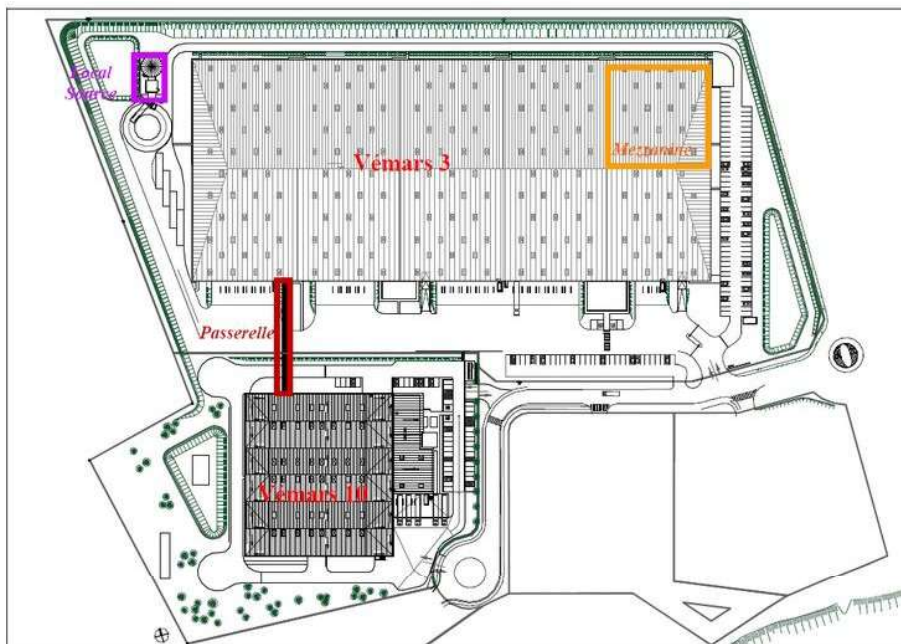
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 1.3

Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]

Dernier plan du site présenté dans le PAC du 8 juillet 2016 (page 5) :



Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de modification de son établissement depuis la précédente inspection de 2022.

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de modification par rapport aux éléments connus par l'inspection des installations classées.

Ce point est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4, alinéa I
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a expliqué le procédé utilisé pour établir un état des stocks précis.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection ses tableaux indiquant l'état de stocks du bâtiment 3 (inspecté) et du bâtiment voisin (site non inspecté). Le stock, établi le 23/02/2026, est de 7925 tonnes sur une surface de 30 000 m² (la quantité de matière combustible autorisée étant de 47 980 tonnes). Grâce à un logiciel, l'exploitant est en capacité de connaître le pourcentage d'occupation selon l'emplacement ou la hauteur du stock.</p> <p>L'exploitant a présenté un diagramme de l'évolution des stocks sur plusieurs années, montrant que le stock est peu fluctuant d'une année sur l'autre.</p> <p>L'exploitant envoie un bilan chaque semaine de l'état de stocks à ses équipes et à sa direction.</p> <p>L'exploitant interrogé, explique qu'aucune matière dangereuse ni aucun produit chimique n'est stocké sur ce site ; ainsi aucune fiche de données de sécurité (FDS) n'est requise.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a montré et ouvert la boîte d'information pour les pompiers, qui possède l'ensemble des éléments utiles (plans, état des stocks), dont un exemplaire est disponible à l'accueil avec le PDI. L'inspection a constaté que l'état des stocks présent datait de février 2025 - sachant que l'ordre de grandeur reste le même au vu des faibles variations de stock, et que l'exploitant est capable de fournir rapidement un état des stocks précis.</p> <p>Ce point est conforme et n'appelle pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Article 23
Thème(s) : Risques accidentels, PDI
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants [...] soumis à enregistrement. [...]
Constats : Lors de la dernière visite, l'exploitant avait présenté son POI. L'inspecteur avait expliqué, qu'au vu de l'absence de produit chimique utilisé dans l'installation, un plan de défense incendie suffirait. Lors de l'inspection, l'exploitant a pu démontrer qu'il avait mis à jour ce dossier en y ajoutant notamment les remarques formulées lors de l'inspection précédente. L'inspection a pu consulter le classeur mis à jour le 30/11/2023, dans lequel toutes les fiches sont claires, complètes et agréables à lire. L'exemplaire est présent au niveau de l'accueil et est accompagné de la clef de la boîte aux lettres mise à disposition des pompiers. Ce point est conforme et n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 7.6.3 modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit être doté de moyen de lutte contre l'incendie [...] - un réseau fixe d'eau incendie [...]. Il assure un débit de 360 m ³ /h [...]
Constats : L'exploitant a expliqué à l'inspection les problématiques survenues dans la zone d'activités dans laquelle de mauvais branchements eau incendie/eau sanitaire avaient été effectués. Ceci a permis à l'exploitant de comprendre pourquoi les tests simultanés des poteaux incendie du site ne fonctionnaient pas. L'exploitant a présenté le dernier rapport testant les débits et pressions des poteaux incendie du site seuls et en simultané. Les tests ont été effectués par l'entreprise SDER en juin 2025, et le rapport envoyé en 10/2025. Le débit simultané de 360m ³ /h est atteint. Ce point est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Foudre : Mise à disposition de l'Inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à disposition Foudre à l'IIC
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : Suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a été rapidement en capacité de montrer les documents en lien avec les prescriptions liées au risque foudre. Le répertoire numérique associé contient tout le suivi des années précédentes. L'exploitant a notamment montré et transmis le dernier rapport de vérification visuelle de février 2026 réalisée par la société établissements Renard ainsi que le rapport de vérification complète de février 2025. Après l'inspection, l'exploitant a pu apporter des compléments liés à une non-conformité, en transmettant les devis et factures de travaux pour la lever. Ce point est conforme et n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Analyse du Risque Foudre (ARF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, ARF
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...]
Constats : Lors de l'inspection de 2013, l'exploitant avait présenté son analyse de risque foudre, réalisée le 26/10/2012 par l'entreprise RG Consultant, qui est reconnue organisme compétent pour mener une ARF. L'exploitant explique qu'aucune nouvelle ARF n'a été réalisée depuis. Les éléments de vérifications (<i>cf. point de contrôle n° 8</i>) font mention de cette étude. Ce point est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Etude Technique
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.
Constats : Lors de l'inspection de 2013, l'exploitant avait présenté son étude technique foudre, réalisée le 26/10/2012 par la même entreprise RG Consultant. L'exploitant précise qu'aucune ETF n'a été réalisée depuis. Les éléments de vérifications (voir point de contrôle n° 6) se basent sur cette étude. Ce point est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Foudre : vérifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre - vérifications
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérifications visuelles, réalisé par les Établissements Renard, en date du 11 février 2026. Cette entreprise est bien labellisée <i>Qualifoudre</i> pour les activités de vérifications et d'installation depuis 2023. Le rapport mentionne l'enregistrement de deux nouvelles agressions foudre sur l'un des compteurs, et précise que les dispositifs de protection concernés, après vérification, n'ont pas été endommagés. Le bilan des vérifications des installations externes et internes indique que celles-ci sont conformes. Les notices de vérification et de maintenance sont présentes au dossier. Des observations finales mentionnent qu'un relevé trimestriel des compteurs de foudre sur un carnet de maintenance est préconisé. L'exploitant a présenté le carnet de bord à jour, ainsi qu'un tableur relevant les agressions foudre pour chaque compteur. Chacun est identifié, numéroté et localisé. Le relevé fait état d'une fréquence de comptage à la même date pour tous les compteurs mais de façon irrégulière (11/02/2026, 24/12/2025, 23/09/2024, 08/02/2024). Le rapport de vérification complète des installations foudre de l'année précédente (02/2025), réalisé par la même entreprise a également été présenté. Il indique une non-conformité au niveau d'une des installations extérieures de protection contre la foudre (IEPF). L'exploitant a transmis par la suite le devis signé le 04/03/2025 par la même entreprise pour les travaux de remise en conformité, à savoir l'amélioration des prises de terres existantes jusqu'à obtention de la valeur normalisée, ainsi que la facture associée. Ce point est conforme.

Observation : Le rapport mentionne l'importance de relever les agressions foudre trimestriellement pour des interventions dans les meilleurs délais. L'inspection des installations classées, au vu du nombre d'agressions relevées, invite effectivement l'exploitant à relever plus régulièrement ces valeurs comme le préconise l'entreprise spécialisée.

Type de suites proposées : Sans suite